

Salaire, emploi... :
**Rassemblement
ce matin à 10h
dans la Ruche**

l'étincelle

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com - pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire - mardi 4 octobre 2011

Le 11 octobre, et après

Joyeux, le débat télévisé des primaires socialistes ! Manuel Valls nous engage à faire un effort « *aussi important que celui que la France a dû faire après la guerre* ». Martine Aubry veut limiter la hausse du Smic « *tant que la croissance n'est pas là* ». François Hollande, s'il est élu, prendra « *des décisions lourdes sans doute rapidement* ».

Nous voilà prévenus. Si en 2012, Sarkozy est remplacé par un président socialiste, ce sera pour continuer la même politique : plans d'austérité, salaires au rabais, poursuite des licenciements...

Les aspirants candidats du PS à la présidentielle tiennent à se montrer « *responsables* » vis-à-vis du MEDEF et des banquiers. A nous ils veulent serrer la vis, mais à eux ils s'appêtent à délier encore les cordons de la bourse publique. C'est quoi par exemple, ce pompeux « *contrat de génération* » de Hollande, si ce n'est de nouvelles exonérations de cotisations sociales pour les patrons qui prétendraient embaucher des jeunes ! Un cadeau de plus au patronat qui s'ajoute à ceux qui ont creusé ce déficit de l'Etat qu'on veut nous faire payer.

Vous avez faim ? Mangez un banquier !

Rien d'étonnant. La gauche au pouvoir dans le passé en France n'a pas mené une politique différente de la droite. Et aujourd'hui en Europe, elle n'en mène pas une autre : les plans d'austérité pour « *sauver les banques* » et garantir les profits, c'est au Portugal, en Grande-Bretagne ou en Italie la droite qui les décide, mais en Espagne ou en Grèce, c'est la gauche. Ce sont des gouvernements socialistes qui baissent les salaires, favorisent les licenciements, privatisent...

En Grèce, les plans d'austérité qui se succèdent depuis deux ans suscitent la résistance de la population, qui manifeste, fait grève, bloque des ministères. Le socialiste Papandréou, venu tout récemment à Paris promettre à Sarkozy qu'il saura faire payer les classes populaires grecques, a préféré demander un petit sursis : réduire son déficit à 8,5 % du PIB au lieu des 7,4 % qu'on lui demande. Il n'est pas si sûr de lui face à la colère ! Au Portugal, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues ce samedi contre

l'austérité. Jusqu'à New York, où des jeunes ont suivi ce dimanche l'exemple des Indignés, en manifestant contre les financiers de Wall Street : « *Vous avez faim ? Mangez un banquier !* », disait une pancarte.

Sans aller jusque-là, ces mobilisations montrent la voie ! Les travailleurs, les classes populaires auraient la force de tout bousculer, en ripostant par un mouvement d'ensemble.

Sans attendre 2012

Car les patrons, eux, n'attendent pas pour multiplier leurs attaques : ni PSA qui vient d'annoncer de nouvelles fournées de suppressions d'emplois, avec menace de fermeture à terme de ses usines d'Aulnay-sous-Bois et de Madrid ; ni Arcelor-Mittal avec la fermeture (provisoire ou définitive ?) de son dernier Haut-fourneau en Lorraine ; ni le groupe Montupet qui fait aux ouvriers de sa fonderie de Châtelleraut le chantage : soit 25 % de baisse des salaires soit la fermeture du site. Ce qui a déclenché la grève.

Le 27 septembre, la grève des enseignants a été largement suivie, montrant que la mobilisation du monde du travail est possible. Mais pourquoi les enseignants seuls, il y a une semaine, et les autres ensuite pour une journée d'action le 11 octobre ? Pourquoi pas tous ensemble ? Les directions syndicales ne sont guère convaincantes. Et leurs dirigeants, pour certains, ne sont pas loin de penser qu'effectivement les travailleurs devront consentir quelques sacrifices...

Ne nous laissons surtout pas prendre à ce piège. Nous n'avons pas à payer pour leur crise. Et si la première mobilisation d'ensemble de cette rentrée peut servir à quelque chose, ce serait pour le faire entendre le plus clairement et fortement.

Il faut que le 11 octobre soit réussi. Mais il faudra bien plus. Les réactions actuelles, pour l'instant dispersées, contre les plans de licenciements, les coups de colère sur les salaires, ou contre les baisses d'effectifs dans les services publics et l'aggravation des conditions de travail partout, pourraient être les points de départ d'une véritable explosion sociale, s'ils savaient devenir contagieux, se propager d'un secteur à l'autre.

Embauches : miroir aux alouettes

Entre janvier et août 2011, il y a eu 156 embauches externes sur l'établissement. On est encore loin du plan emploi 2011 qui prévoyait 464 embauches à Guyancourt.

Surtout que de l'autre côté, il y a eu 146 départs (retraite, démissions, licenciements individuels ...). Soit un solde positif de 10 embauches ! Sur 10 009 salariés Renault à Guyancourt, cela fait + 0,001%. Sortez la loupe.

Le nouveau tube de Carlos : big grigou

Présence obligatoire à l'open forum de la DSCM (Direction Supply Chain Monde) : Carlos Tavares était annoncé. Rituel oblige, celui-ci a commencé par moult félicitations et remerciements. Une reconnaissance seulement verbale car pour les effectifs et les salaires, c'est profil bas. Les embauches sont réservées à l'international et la masse salariale sûrement à la PPG des cadres dirigeants, car ailleurs on n'en voit pas la couleur.

Par contre l'objectif du nouveau numéro 2 est clair : faire du profit. Son leitmotiv : « be greedy ». Littéralement : soyez cupide. A quand le pin's Losange remplacé par un en forme de coffre-fort ?

DIF Renault : le droit de se taire

Face au vent de fronde sur les métiers Days, la DRH s'est fendue d'une « fiche pratique à destination des managers ». Ceux-ci y apprennent ce qu'ils doivent faire quand ils reçoivent un mail d'un salarié refusant qu'une formation lui soit débitée du CEF (Compte Epargne Formation) ou bien d'aller en formation. Ou encore que le salarié ne peut pas refuser qu'une formation soit débitée du CEF et que celles-ci sont obligatoires.

Une position de plus en plus intenable. Toujours dans cette fiche, la direction fait du CEF, le « DIF Renault ». Or DIF, ça veut bien dire : Droit Individuel à la Formation. Un Droit, pas un Devoir.

Protégez nous de nos protecteurs

La direction de la protection de Renault se réorganise. Un service est désormais en charge de l'inspection de cette direction. Histoire de surveiller ceux qui surveillent... Ça vire parano.

L'ex-policier qui prend la tête de ce service est un ex-conseiller de Sarkozy puis de Brice Hortefeux lorsqu'ils étaient ministres de l'intérieur. Quelles références ... alors que les familles des victimes de l'attentat de Karachi viennent juste de porter plainte contre Hortefeux pour complicité de subornation de témoins, violation du secret de l'enquête et entrave au déroulement des investigations ou à la manifestation de la vérité !

Et dire que cette réorganisation veut « garantir un fonctionnement éthique et respectueux »...

Vive la rentrée (sociale) !

Avec le retour de vacances, c'est aussi le retour de la mobilisation. Et un premier rendez vous dans le hall de la ruche aujourd'hui, mardi 4 octobre à 10 h, à l'appel de plusieurs syndicats du TCR.

Alors soyons nombreux pour dire ce qu'on pense du sous-effectif, de l'opération smart box à la DIV ou encore du hold-up sur notre CEF.

Evaluer le comportement est illégal

Le 21 septembre, la cour d'appel de Toulouse a ordonné de « suspendre » le système d'évaluation des cadres d'Airbus en France, « the Airbus Way », car il intègre « certains critères comportementaux non conformes aux exigences légales ».

La justice a ainsi donné raison à la CGT qui demandait l'interdiction de la prise en compte de critères de comportement dans l'octroi des primes aux cadres. Airbus revendiquait d'évaluer non seulement leurs résultats, mais aussi leur défense des « valeurs » de l'entreprise. Un système semblable à « Renault Way » que la direction veut déployer afin d'évaluer dans les entretiens le « savoir être ». Tout aussi légal ?

Ne faites pas d'heures sup'

« Je ne peux plus rien assumer, ce boulot c'est trop pour moi, ils vont me licencier et je suis fini » : ce sont les derniers mots de Raymond écrits juste avant son suicide en février 2007. Ce technicien en passage cadre travaillait au Technocentre puis chez lui, parfois jusqu'à 4h du matin.

Sa veuve a donc demandé aux Prud'hommes de Versailles de reconnaître les heures supplémentaires de son mari, ce que Renault conteste. Les conseillers prudhommaux, n'ayant pu trancher, ont renvoyé l'affaire devant un juge départiteur. Verdict au printemps prochain, si tout va bien.

Leur combat, c'est le notre

Hier, les salariés des Fonderies Du Poitou Aluminium (FPDA), qui entament leur 5^{ème} semaine de grève, ont décidé d'occuper leur site, à Châtelleraut. FPDA fournit les culasses des moteurs F et K et la grève commence à impacter Renault.

Montupet, qui a racheté FPDA en 2010, menace les salariés d'un PSE s'ils refusent de baisser leur salaire de 25 %. Mais ils risquent bien d'avoir les deux comme ceux de Continental Clairoux en 2009.

Jeudi dernier, les grévistes de FPDA ont été rejoints par de nombreuses délégations du secteur auto (Renault, Citroën, PSA, Ford, équipementiers...) et ont manifesté à Châteauroux où Montupet possède une autre fonderie. Oui, c'est bien par un « tous ensemble » qu'il faut répondre !